

de capitulation, serait un de ces abus regrettables, qui en font appréhender d'autres.

Le public est impatient d'assister à ces grands procès pour connaître les raisons qui ont pu autoriser l'administration de M. Johnson à revenir sur la parole d'honneur de ses généraux et les actes du Président Lincoln. On attend aussi avec non moins d'anxiété l'ouverture du tribunal qui doit juger Jefferson Davis. Les rumeurs vagues qui circulent sur son sort présent et futur tiennent l'intérêt public en suspens. Des journaux appellent sa mort; on laisse croire que le gouvernement garde en secret des preuves de sa complicité dans le crime de Booth; on a raconté une scène terrible qui aurait eu lieu quand on a voulu le charger de fers; aujourd'hui il se laisse mourir de faim, son sommeil est agité, il jette ses aliments à la face de ses gardiens; demain il ne sera plus au fort Monroe. On l'aura enlevé pendant la nuit pour le transporter dans les cachots de Washington... Enfin ce sera une grande satisfaction pour le public curieux, quand la vérité s'établira autour de ce célèbre infortuné, et qu'on le verra au grand jour devant ses juges.

Il s'est produit peu d'incidents nouveaux dans la politique extérieure de nos voisins. Leurs rapports avec la France se sont peut-être améliorés; on a fait échange de protestations d'amitié, et les bureaux d'émigration que les agents de Juarez avaient ouverts dans toutes les grandes villes, ont été promptement fermés.

Les relations avec l'Angleterre sont restées à peu près ce qu'elles étaient. La réclamation du Cabinet de Washington pour les déprédations de l'*Alabama* est une vilaine pomme de discorde; s'il faut en croire les confidences de quelques ministres de la métropole elle serait toujours là, menaçante entre les deux pays. On se la passe avec force compliments et John Bull ne peut pas se résoudre à y mordre. Il faut avouer qu'il est difficile d'avalier cela de gaieté de cœur.

Pendant ce temps, l'Empereur Maximilien fait bonne contenance, et il prend les meilleurs moyens de se lier avec la Grande République: il facilite de tout son pouvoir les échanges entre les deux peuples; il concède aux capitalistes américains des chartes pour l'établissement de lignes de Steamers et l'exploitation de certaines richesses locales; il offre les conditions les plus faciles aux citoyens des Etats-Unis qui voudraient s'établir temporairement au Mexique pour y exercer quelque industrie. Un décret dit, que, "tout étranger devenant propriétaire foncier, jouit des droits de citoyen Mexicain, s'il veut en faire usage, mais qu'il n'est nullement tenu de renoncer à sa nationalité."

Les premiers vaisseaux qui doivent faire le service régulier entre New-York et Vera-Cruz sont à la mer, et la compagnie qui est à la tête de cette entreprise reçoit une généreuse subvention du gouvernement de l'empereur.

N. BOURASSA.